

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 4 septembre 2000 à 20 heures 30 .

Convocation du 18 août 2000

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux sauf R Favier, excusé, ayant donné procuration à A. Bonnardel, Maire.

.

Ordre du jour

- défense des intérêts communaux (affaire Cne /Morlier)
- Acquisition foncière : pôle médico social et lotissement d'artisans
- Application anticipée des dispositions du POS
- Construction d'un abribus
- Travaux de débroussaillage des secteurs : les Roses, Vallon de Céüzette, piste de ski
- Employé communal : emploi consolidé et horaires de travail
- Consultation référendaire du 24 septembre 2000
- Inauguration de la mairie
- Questions diverses

Le maire souhaite la bienvenue à l'attention du public et ouvre la séance.

Défense des intérêts communaux (affaire Cne /Morlier) :

Le Maire rappelle les faits, M. Morlier assigne la commune devant le TA pour refus de permis de construire.

La déclaration à l'assurance Groupama nous permet d'assurer la défense, dans le cadre de la garantie due au transfert de compétence en matière d'utilisation des sols.

Maître Tertian, avocat, assurera la défense de la commune, une délibération est à prendre l'autorisant à intervenir.

Le projet de mémoire, disponible en mairie, a été validé par le maire.

Vote pour faire assurer la défense de la commune : oui à l'unanimité

Acquisition foncière :

Pour création du lotissement d'artisans, un projet de détachement parcellaire d'environ 11000 m² a été effectué par M. Toulemonde ; géomètre expert.

4 lots pour les artisans, dont un en réserve, et 1 lot pour le pôle médico social (ce dernier bénéficiera d'un subventionnement à 70 % de la région).

J-M Cornil demande si les artisans sont toujours engagés sur ce projet ; oui, ils devront désormais concrétiser cet engagement par un engagement financier.

A. Borel demande comment éviter la remise en cause de ce projet par la prochaine municipalité ? rien ne peut l'empêcher, le classement en zone UC (activités artisanales) pourrait à tout moment être modifié, cependant la parcelle destinée au pôle médico-social sera inaliénable et ne pourra pas changer de destination, car acquise avec l'aide de la Région.

S. Duc insiste sur le fait qu'une zone non oedificandi est établie à distance réglementaire de la fumière de M. Sabatier, exploitant à proximité, et gèlera une partie des terrains du lotissement d'artisans ; ceux-ci pourront construire en limite. M. Duc souhaite qu'il en soit fait état auprès des artisans avant toute décision.

M. Robert, propriétaire, de son côté, s'engage à ne pas vendre de terrain pendant 20 ans pour l'extension de cette zone, cet engagement sera inclus dans un acte notarié.

Après en avoir débattu, le maire propose d'acquérir le terrain auprès de M. Robert, sur la base de 30 fr. le m², une délibération l'autorisant à effectuer toutes démarches pour ce projet, sera prise en ce sens.

vote : 10 oui, 1 abst

Accord du CM pour l'application anticipée des dispositions du POS faisant suite à ce projet.

vote : 10 oui, 1 abst

Abribus :

Demande de Mme Soudat, pour le quartier des Parots, qui sera désormais desservi par le service des transports scolaires (6 enfants).

Le maire propose que cet abri soit construit sur le terrain de Mme Pelloux avec l'accord du Conseil Général qui supervise ce type de projet et le subventionne.

S. Duc et J. Michalinoff s'interrogent sur le bien fondé de cette demande, ils précisent, qu'en milieu rural, les abribus ne sont pas toujours très esthétiques et que la demande des Parots pourrait aussi se justifier, partout ailleurs sur la commune...C Paul (autocariste) ajoute que les abribus obligent les enfants à s'y rassembler et qu'en aucun cas, le chauffeur de car ne peut stopper à la demande, ce qui générerait bien des familles...

Le maire pose la question : Est-il valable ou non de construire un abribus aux Parots ?

vote : 5 oui 3 non 3 abs (avis favorable sous réserve du coût et avis du CG)

Employé communal :

Cette question est abordée à huis clos à la demande du maire.

Le maire souhaite continuer à embaucher B. Habert, en contrat emploi consolidé au SMIG + 20 %, son contrat passera à 39 heures hebdomadaires dont 9 heures prises en charge totalement par

la commune. Il suivra une formation permis de conduire poids lourds (coût 8500 fr.) ainsi que diverses formations de mécanique, soudure et entretien remontées mécaniques.

J. Michalinoff constate que sa formation se fera sur son temps de travail et opérerait plutôt pour la titularisation immédiate avant le renouvellement du conseil municipal.

Les conseillers se prononcent pour la proposition du maire.

Consultation référendaire du 24 septembre 2000 :

Le Sénateur et le Président du Conseil général demandent que la consultation ne soit pas organisée en raison de la décision du tracé de l'A51 qui ne leur convient pas.

le CM est-il pour le boycott ?

vote 11 non

Le conseil municipal organisera la consultation du 24 septembre.

Inauguration de la Mairie :

La date sera fixée suivant la disponibilité du Préfet.

Questions diverses :

Le schéma d'assainissement (étude) est confié au CERET à Ribiers pour un coût de 105 600 fr. HT

subvention de 80 %.

Le projet d'assainissement sur Sigoyer concernera le Village, les Courtès, les Oriols, st Laurent et la partie les Rois, le Villard.

L'entretien des stations d'épuration devra prévoir des systèmes simples.

Schéma d'eau potable :

5 communes sont demandeurs, un appel d'offres sera organisé par la CCTB.

La Poste :

Réorganisation du service pour mise en place des 35 heures ; le receveur ne fera plus la tournée, mais recevra sur rendez-vous ses clients financiers.

En concertation avec le chef d'établissement de Sigoyer, les heures d'ouverture du bureau seront à compter du 18 septembre, les suivantes :

jours	matin	après-midi
LUNDI	11-12	14 H 30- 17 H
MARDI	11-12	14 H 30- 17 H
MERCREDI	11-12	Fermeture
JEUDI	11-12	14 H 30- 17 H
VENDREDI	11-12	14 H 30- 17 H
SAMEDI	9-12	

Travaux de débroussaillage :

L'association "Les environneurs" peut effectuer des travaux de débroussaillage, subventionnés par le FGER à 70 %, la commune dispose d'une somme qu'elle doit employer, le débroussaillage des parcelles : piste de ski, source des Roses, vallon de Céüzette pourra être réalisé dans les jours qui viennent ; les devis se montent à 7 800 fr. par opération.

avis favorable du conseil municipal.

Achat d'un lave-vaisselle pour la cantine :

en remplacement de l'ancien qui ne fonctionne plus, cet appareil sera acquis auprès des Ets But avec garantie supplémentaire de 3 ans.

Programme voirie communale et rurale :

La commission voirie, après réflexion, pense qu'il faudrait revêtir automatiquement les chemins ruraux ; le déneigement et le ravinement arrachent l'empierrement et nécessitent une réfection régulière.

A. Borel précise qu'il ne faut pas systématiser, mais prendre les décisions au cas par cas, car la réalisation et l'entretien de la voirie revêtue coûtent cher à la collectivité. La commission voirie présentera les demandes au conseil municipal.

Travaux de mise en souterrain du réseau électrique au quartier du Villard :

De façon concomitante, l'enfouissement des lignes télécom pourrait être envisagée, mais les travaux sont payants. le CM donne son accord de principe pour que des subventions soient demandées.

Le maire lève la séance à minuit.

Délibérations du CM :

- défense des intérêts communaux devant une juridiction
- application anticipée des dispositions du POS
- acquisition foncière (pôle médico social)
- acquisition foncière (lotissement artisanal)
- concours du receveur municipal / indemnité de conseil (M. Frottier)
- acquisition de terrains et aménagement d'un espace d'accueil station des Guérins / acte d'engagement
- concours du receveur municipal / indemnité de conseil (M. Croze)
- ouverture de crédits

- compétence d'intervention de la CCTB (investissement dans le projet d'équipement sportif au col des Guérins)

Lu et approuvé, les conseillers,